



Édito

Chers habitants et habitantes de Clapiers, fidèles lecteurs et lectrices,

Ce numéro 5 de l'Écho Clap développe trois thèmes féconds pour informer et contribuer au débat démocratique dans notre commune :

- L'orientation du **budget** de la commune en 2024. Ce sujet est abordé dans ce numéro à travers nos comptes rendus des conseils municipaux
- Un sujet d'actualité qui dépasse largement Clapiers, puisqu'il s'agit de l'**exil** avec notre coup de cœur sur l'ouvrage d'un Clapiérois et un courrier de lectrice
- La question du traitement des **déchets**, actualité de la politique métropolitaine. Trois articles permettent de mieux comprendre les aspects techniques et politiques des choix qui ont été retenus. Notre feuilleton « Automobélix » y ajoute une touche satirique.

Budget, migrations et politique des déchets influencent nos vies quotidiennes tout en entretenant un lien étroit avec l'Europe, car ces questions se posent sur tous les territoires. L'Union est le niveau d'échelle le plus à même de répondre efficacement aux défis qu'ils posent.

À un mois de l'élection des députés européens, ce scrutin nous apparaît crucial pour notre vie quotidienne face aux dangers qui guettent le Parlement, l'instance démocratique de l'Europe. Nous avons choisi d'apporter des éléments d'analyse locaux pour contribuer à éclairer les choix plus globaux des Clapiérois lors de l'élection européenne prochaine.

Bonne lecture

Le comité de rédaction

SOMMAIRE

Focus

Conseils municipaux du 26/02 & 18/03

Grains de sel

Budget vert communal en 2025

Coup de cœur

D'un exil à l'autre

Feuilleton

Les aventures d'AutomObélix

Sur le feu

Les déchets dans tous leurs états

Focus

Conseil Municipal du 26/02

Sur 12 affaires à l'ordre du jour, l'une mérite qu'on s'y attarde : le rapport d'orientation budgétaire (ROB) nécessairement suivi d'un débat sur l'orientation (DOB).

Orientation budgétaire

C'est une conception particulière de cette présentation que nous avons subie. Le rapport, comme d'habitude, a été non pas présenté via un support graphique comme c'est aujourd'hui la norme, mais lu par la première adjointe déléguée aux finances qui, sans sourciller, a énoncé les 7 pages du « rapport sur les orientations budgétaires ». Des conseillers majoritaires sommeillaient ou, pour se tenir éveillés semblaient plus intéressés par leur écran de téléphone que par la pénible récitation de notre zélée adjointe. D'ailleurs lorsqu'elle eut terminé, certains poussèrent un ouf ! de soulagement.

Que retenir de ce rapport ? Quelle orientation a été choisie ? Il y en avait plusieurs paraît-il, ça partait tous azimuts, donc on a perdu le nord !

En ce qui concerne le **fonctionnement**, la majorité prévoit d'embaucher. Les dépenses d'énergie seront plus élevées mais l'augmentation inscrite au budget nous semble trop faible, trop optimiste, et semble refléter les recettes limitées plutôt que des prévisions objectives du marché de l'énergie.

Les investissements financeront la première phase de rénovation du centre village. Plus de dépenses et moins de recettes, mais ne changeons rien ! Selon l'autoconviction de la 1ère adjointe, la commune est gérée en bon père de famille.

Le budget est le moment démocratique clé de l'année car il matérialise le cap politique. Le pseudo-débat s'est résumé à 3 interventions de l'opposition - voir notre blog. La 1ère adjointe a répondu avec application sans s'interroger sur le fond de ce qui était discuté.

Prendre en compte l'urgence environnementale ? « Vous êtes bien pessimiste ! » - É. Penso

Quant au Maire, en réponse aux remarques faites par F. Masselot qui soulignait que l'urgence environnementale n'était pas prise en compte au niveau nécessaire dans ce budget, il a rétorqué qu'il le trouvait « pessimiste ». Que lui et son équipe étaient résolument optimistes. De l'optimisme au déni, la frontière est parfois ténue.

Éric Penso envisage un 3ème mandat

Et « qu'on verra ça en 2026 » (ndlr: année de l'élection municipale). Donc M. Penso compte briguer un 3ème mandat, contrairement à ce qu'il avait promis en 2020. Que dirent les autres élus de la majorité ? Ils sont restés muets ! Il est vrai qu'ils ont en mémoire l'exécution sommaire dont nous avons été victimes, nous, élus « d'ouverture et de proposition ».

Monsieur le Maire, ce budget l'atteste, n'a pas encore pris la mesure de l'urgence et de la part que devrait prendre une commune pour agir pour le climat et la biodiversité. Les députés l'ont mieux compris, eux, puisqu'ils ont décidé que l'an prochain, les communes de plus de 3 500 habitants, dont Clapiers, devront publier un **budget vert**... Du boulot en perspective!
MBX

Le coût de la candidature de Montpellier capitale européenne de la culture

Lors du dernier conseil métropolitain, un conseiller a posé une question restée sans réponse : combien a coûté la candidature malheureuse de Montpellier ? Il l'estime à une paille : entre 7 et 8 M€. M le Maire de Clapiers, VP à la culture de la Métropole, a peut-être la réponse...

Budget CCAS en hausse

Enfin, l'annonce de l'embauche d'un travailleur social au CCAS ! Mais pas d'orientation nouvelle sur l'action sociale à développer en 2024. La majorité poursuit ce qu'elle fait depuis 30 ans sans tenir compte des changements sociodémographiques et sans promouvoir rien de nouveau.

WC bouchés à l'école

Le responsable des services techniques n'a pas été remplacé pendant plusieurs mois. Résultats : les travaux d'entretien sont en panne. À l'école, lavabos et wc bouchés.

Girac

Que se passe-t-il ? J'y comprends rien
Y avait une butte, et y a plus rien
Y avait des arbres centenaires
Y sont par terre
Des bosquets, des sentiers secrets
Hop ! Volatilisés.
Tornade ? Tsunami ? Attaque de martiens ? Pis encore ? Ouais !
Non, juste le parking du tramway...

Le coût de la gratuité

Avec la gratuité des transports en commun, la Métropole a supprimé la prise en charge financière des bus pour les sorties scolaires sportives et culturelles. Les bus des lignes régulières, désormais gratuits, sont censés les remplacer : mais le service n'est pas adapté : élèves restés sur le quai, classes refusées à bord. Les sorties de classes sont devenues plus difficiles à organiser et les maintenir grève désormais la caisse de l'école.

Famille ukrainienne cherche logement

Malgré son très vif désir de rester à Clapiers où elle réside depuis 2 ans, une jeune maman réfugiée ukrainienne a dû accepter, faute d'avoir trouvé un logement pérenne au village, un 2 pièces sommaire dans le centre de Montpellier. Les 2 enfants resteront scolarisés à Clapiers. On imagine sans peine ce que va être leur vie à tous les 3 dans ces conditions... La maman travaille et peut assumer un loyer modéré. Merci de nous contacter si vous avez une proposition.

Le CSR sur notre blog

Retrouvez nos articles de blog sur le projet d'incinérateur CSR avec une analyse technique approfondie et des estimations chiffrées : bilan matière, énergie, diagrammes de scénarios : traitudunionclapiers.fr

À partir de 2025, les communes devront présenter un « budget climat »

Dès 2025, les communes devront assigner à chaque dépense leur contribution à la transition écologique selon cette échelle : *très favorable, favorable, neutre, défavorable* ou à *approfondir*. Par exemple, la construction d'un bâtiment neuf pourra être notée de très favorable à défavorable selon 1/ qu'il dépasse la norme énergétique en vigueur ou simplement la respecte, ou 2/ s'il artificialise un sol naturel, ou s'édifie sur une surface déjà artificialisée. Un maire ne pourra plus prétendre qu'il est écolo de construire un bâtiment basse consommation (BBC) en sacrifiant des terres agricoles.

Construire BBC ne pourra plus occulter l'artificialisation des sols

Cette classification constituera l'annexe verte du budget et s'appliquera aux dépenses de fonctionnement, et d'investissement : véhicules, bâtiment, énergie, alimentation (cantine), formation, numérique... On attend de ce budget vert une plus grande transparence, une mesure annuelle (en euros) des efforts de la

mairie en faveur de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique. Il n'est pour l'instant prévu ni incitation ni sanction selon le niveau d'effort fourni, mais à terme, elles pourraient apparaître, ou conditionner l'accès à des fonds verts.

Les dépenses de voirie et déchets resteront dans l'angle mort

Reste un angle mort : la voirie et les déchets par exemple, postes à fort impact, ne sont pas dans le budget communal, mais dans celui de la Métropole. En l'état actuel, la Métropole se dit incapable d'estimer la part des dépenses dévolues à Clapiers par secteurs. La Métropole devra elle aussi présenter son budget vert, mais la part de Clapiers n'y apparaîtra pas plus qu'aujourd'hui.

Clapiers avait fait preuve d'audace en faisant son bilan carbone de façon volontaire en 2021. Mais nous regrettons que le **plan d'action** carbone n'a pas encore suivi.

FM & MBX

Focus

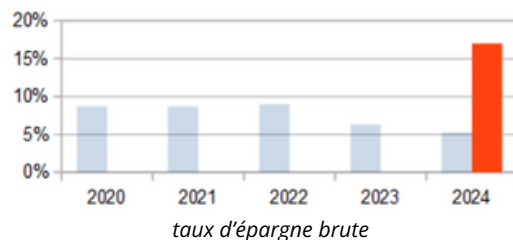
Conseil Municipal du 18/03: budget

Les ratios budgétaires de la commune se dégradent

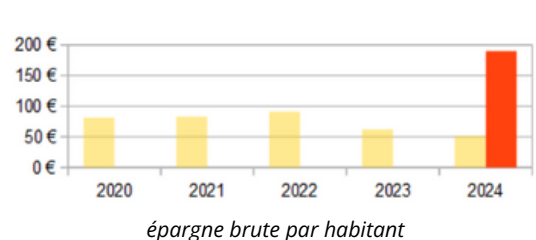
Sur six affaires à l'ordre du jour, nous en avons voté quatre. Le principal achoppement concerne le montant des taux d'imposition municipaux et le vote du budget primitif.

Ces taux d'imposition sont restés stables depuis 2015. Aujourd'hui, les marges de manœuvre sont faibles pour accroître les ressources alors que les charges augmentent et que des investissements sont nécessaires. Nous avons défendu l'idée de relever la **taxe d'habitation des résidences secondaires** ainsi que la **taxe foncière**. En effet, les ménages propriétaires ont bénéficié d'un gain de pouvoir d'achat substantiel avec la suppression de la taxe d'habitation. Cette piste peu populaire est cependant nécessaire, à condition de l'accompagner par une politique de justice sociale et fiscale, en exonérant les propriétaires les plus modestes.

Le budget soumis au vote du Conseil Municipal



taux d'épargne brute



épargne brute par habitant

En rouge, la moyenne des communes de 5 000 à 10 000 habitants, source INSEE

Pour adhérer ou soutenir ce journal

<https://bit.ly/45929xZ> ou

flashez le QR code.

Cotisation annuelle : 10 €

clapierstraitdunion@gmail.com



LE TRAIT D'UNION DE CLAPIERS

Association loi de 1901 n°W343030630
105, rue des jardins 34830 Clapiers
Bureau : F. Masselot, M. Boutillier
M. Bui-Xuan
Directeur de publication : F. Masselot
Imprimé à Clapiers le 6 mai 2024
ISSN 2998-9701
Imprimé sur du papier recyclé



D'un exil à l'autre

par Claude Llena,
Collection
Métissage
éd un jour/une nuit



Claude Llena, Clapierois d'adoption et citoyen du monde, nous parle d'exil. Entre enquête sociologique interactionniste et récit intime, «D'un exil à l'autre» ne peut laisser ses lecteurs indifférents.

La première narration d'exil est l'histoire de vie de son grand-père Espagnol, Antonio qui, en 1920, à 17 ans, fugue du mas familial de Gabarre, pour échapper à la conscription (guerre du Rif) et à une condition sociale qu'il réprouve. Il traverse les Pyrénées à pied et gagne la région de Béziers, où il entreprend une longue acculturation, en ne ménageant pas ses efforts et ses sacrifices pour s'intégrer avec une volonté farouche de réussir.

Le second récit est celui de Boubakar qui fuit le Sénégal en passant par les circuits habituels empruntés par une partie des populations africaines, les Canaries, l'Espagne, Paris, puis Montpellier. Là aussi, la multitude des difficultés et des dangers rencontrés sont explorés.

Dans un troisième temps, notre auteur clapierois souligne les invariants de l'exil, sans gommer les différences de ces deux histoires, à 100 ans d'intervalle. Avec ce jeu de miroir dans l'espace et le temps, Claude Llena renvoie l'exil, la migration, le déplacement forcé à une histoire sensible, socialement contextualisée, à la fois impermanente, universelle et personnelle, bien loin de la doxa actuelle qui dépeint les migrations comme un fléau à combattre. Cet ouvrage pétri d'espoir est un puissant antidote au racisme et à la xénophobie. Il brosse l'image d'un monde sensible centré sur la condition humaine.

FM

Il n'y a pas d'exil-é-e heureux-se

Une lectrice nous livre un témoignage poignant nourri des ses expériences au contact de migrants à Clapiers et Montpellier

Ils se prénomment Ali, Saladin, Amel, Samia, et souvent à prononcer, leurs noms sont difficiles.

On les appelle les étrangers, les immigrés, les migrants. Ils sont «les autres», ceux auxquels un projet de loi misérable a récemment essayé de faire un sort de sinistre mémoire.

Derrière leurs noms inhabituels, leurs voiles ou leurs foulards, qui sont-ils ? Et qu'est ce qui leur a pris de risquer leur vie pour venir dans des pays où ils ne sont généralement pas les bienvenus ?

À Clapiers, beaucoup d'entre nous ont accueilli des réfugiés syriens, soudanais, ukrainiens et peuvent témoigner de la richesse de leurs échanges, de la joie de se «reconnaître» sur l'essentiel : l'humanité, la paix, la liberté, l'amitié, l'amour, l'envie de vivre, la valeur de la vie, les combats pour avancer. Par delà la différence de langue, de culture, de parcours, des liens forts se sont noués : «ces gens-là» viennent d'ailleurs et ils sont nos semblables.

Ali a dû s'enfuir en catastrophe du Darfour le jour de son mariage, pourchassé par les milices du régime soudanais. Traversée de la Méditerranée sur un rafiote, arrivée en Grèce, puis en Italie, puis Paris, puis Montpellier. Hacène, menacé d'arrestation par la dictature a traversé une partie de la Syrie avec sa famille par des chemins détournés pour atteindre la frontière turque. Pause de quelques mois, puis la France, Montpellier. Omar s'est enfui du Soudan avec sa femme et sa fille d'un an, passage par la Libye, puis traversée de la Méditerranée « comme à la télé », remontée de l'Italie jusqu'à Vintimille, puis Montpellier, la rue, et enfin un toit d'accueil. Aftaghul a quitté à pied l'Afghanistan et c'est à pied, en bus, en train qu'il a traversé une partie de l'Europe jusqu'à Paris puis Montpellier.

À Clapiers, beaucoup d'entre nous
ont accueilli des réfugiés

l'exil est toujours un arrachement,
une cassure, une tragédie

Sa femme et ses enfants sont restés là-bas. Safi a quitté la Somalie enceinte, laissant derrière elle son mari et son fils de 2 ans. D'abord hébergée au CADA* de Montpellier, elle devra attendre 5 ans pour les retrouver.

Ils ont fui la faim, la misère, la guerre, les bombes, les morts. Abdel vit avec une balle dans la jambe. Mohammed, le visage ravagé par une explosion, a subi une dizaine d'opérations pour retrouver figure humaine.

Les séquelles psychologiques, moins visibles, témoignent aussi, par les maux du corps, divers et inexplicables, de vies fracassées : dépressions, grossesses problématiques ou interrompues, lombalgies, infections à répétition...

Car au traumatisme initial s'ajoute le traumatisme de l'exil : quelles qu'en soient les raisons ou la nécessité qui y contraignent, l'exil est toujours un arrachement, une cassure, une tragédie.

Il faut abandonner son pays, sa famille, ses amis, sa culture. Sa langue.

On laisse sa ville, son village, son travail et le déclassement social est inévitable

On part avec l'angoisse de son propre sort, l'angoisse aussi pour ceux qu'on laisse derrière soi. Les nouvelles du pays seront toujours sources d'interrogations et d'inquiétude.

Le pays où l'on finit par arriver est un abîme d'inconnues et de difficultés : qui dira la galère de l'apprentissage du français à 40, 50 ans ? Il faut se dépêtrer dans les méandres administratifs, l'OFPPA**, la sécu, le logement, l'argent, la nourriture, l'école, le travail... Tout est à réapprendre.

Ils s'appellent Hicham, Samira, Amadou, Sahar. Ils sont nos voisins, les copains de nos enfants, nos mécaniciens, nos maçons, et de plus en plus souvent nos médecins, nos enseignants.

L'exil est resté une blessure, une douleur qu'il a fallu apprivoiser et avec laquelle il a aussi fallu apprendre à vivre. Pour continuer à vivre.

MJM

*CADA : centre d'accueil pour les demandeurs d'asile.

**OFPPA : office français de protection des réfugiés et apatrides. Délivre, ou non, les permis de séjour.

Extension des jardins familiaux

De fausses rumeurs nous conduisent à rappeler notre soutien sans faille depuis 2020 à l'extension des jardins. Quelques regrets: qu'elle ne soit pas advenue plus tôt. Qu'il n'y ait eu aucune considération agronomique : pas d'amendement du sol, pas de vérification de la ressource en eau. Que le coût soit disproportionné : 130 k€, pour une estimation initiale de 40 k€. Le projet a été confié à des professionnels de la voirie sans contrôle sérieux, ce qui conduit à des travaux inadaptés: destruction de la haie, du fossé, décapage et destruction de la vie biologique du sol. Pour des objectifs agroécologiques, on aurait dû mieux faire.

MBX & FM

Automobélix : par Toutenplastix !

Feuilleton

La promesse avait été faite aux villageois de réduire à zéro leurs détritux. Mais que nenni, cette promesse de notre druide Panoramix ne servait qu'à séduire ces farfelus cyclisti...

En vrai, le **Plastix c'est fantastix**, on peut fabriquer tout et n'importe quoi avec : on a même imaginé des emballages pour les fruits et légumes, c'est dire ! Il suffit de les mettre dans la poubelle jaune et le tour est joué. Panoramix se charge du reste : endormir la population grâce à ses messages dans le ClapIntox : tout va bien, le plastix est recyclé et hop le tour est joué. Tant pis si c'est faux... De toute façon il est transporté loin de chez nous, ni vu ni connu. Enfoui, incinéré parfois dispersé dans la nature puis disséminé dans l'eau, le sol et l'air.

Il suffit de dire qu'on a installé deux composteurs partagés pour calmer les ardeurs, en omettant de préciser que c'est l'œuvre des écologisti (une tribu apparentée aux cyclisti). Grâce à sa potion magique qui lave plus vert, Panoramix est le plus fort en écolessivage.

Les ronchons feront remarquer qu'envoyer nos déchets au fin fond de la Narbonnaise coûte cher et pollue... Ah, ah, mais à Métropolis, on a la solution : une future usine d'incinération des déchets (dite «CSR»). Tant pis pour les fumées toxiques du druide déchu, Seveso. Tant pis pour le zéro déchet, longue vie au Plastix : dans l'eau, dans l'air et dans les sols. Les habitants du village n'y voient que du feu, c'est toute la magie de la politique : dire c'est faire, par Toutenplastix !

CC ainsi narrateur Cehesserre

Le projet d'incinérateur CSR décidé le 2 avril par la Métropole a causé le départ de 4 élus. Le projet controversé souligne les difficultés à gérer efficacement les déchets depuis 50 ans. La taxe des ordures ménagères s'envole, emportée par des coûts en forte hausse.

Combustible Solide de Récupération, qu'ès aquo?

La filière d'incinération CSR est une technique actuelle pour incinérer les déchets ménagers et produire un peu d'énergie. CSR = Combustible Solide de Récupération. Cela inclut la poubelle grise, les refus de tri de la poubelle jaune (~1/3), les encombrants collectés en porte-à-porte ou en déchetterie : papiers, cartons, plastique, bois et composites de ces matières. La préparation du combustible CSR écarte les non incinérables et les matières à faible pouvoir calorifique : biodéchets, métaux.

Le moment « Nicolas Hulot » du mandat

Le projet d'incinérateur CSR à Garosud (rue R. Recouly), adopté le 2 avril 2024 par le conseil de Métropole a déclenché un séisme politique : 4 élus écologistes de Montpellier (sur 12), également conseiller.e.s de la Métropole, ont quitté la majorité. C'est le moment *Nicolas Hulot* du mandat de Mickaël Delafosse : le moment où les électeurs stupéfaits s'aperçoivent que leurs suffrages sont ignorés, voire trahis, puisque des élus sont contraints de renoncer.

Les VP Vasquez et Manton au point de rupture

Les deux vice-présidents, Coralie Manton déléguée à l'urbanisme et l'aménagement durable et François Vasquez délégué aux déchets, ont atteint le point du rupture. Ils déplorent la défiance de certains collègues élus, et des méthodes de gouvernance surprenantes : réunions stratégiques sur des affaires de leur délégation, auxquelles ils n'étaient pas invités, alors qu'ils sont censés décider des orientations. Engagements de campagne et de coalition trahis. Des projets contraires à la vision qu'ils portaient devant les électeurs. Ils quittent le navire.

Contraire aux engagements de campagne

Le projet d'incinérateur CSR n'était pas dans les engagements de campagne pourtant il sera opérationnel en 2030.

Deux autres élus du groupe écologistes, la déléguée à la sensibilisation & réduction des déchets, et la déléguée à la commande publique éco-responsable, quittent la majorité également.

Œuvrer de l'intérieur

En revanche, plusieurs autres écologistes restent à bord, bien qu'ils aient voté contre l'incinérateur. Ils préfèrent œuvrer de l'intérieur, peser sur les décisions, même s'ils savent qu'ils n'auront pas satisfaction sur tout. Certains se comparent aux écologistes Allemands : « depuis 20 ans, ils sont pragmatiques, ils participent aux coalitions ». Quelle est la bonne stratégie?

De l'eau aux déchets

Autre positionnement : le vice-président délégué à l'agence publique de l'eau, devient le vice-président chargé des déchets qui va porter ce projet : « la Métropole est face à un mur écologique et financier. On ne peut pas reculer. On doit régler ce problème de déchets ». Ses amis politiques ne sont toutefois pas unanimes sur son choix d'endosser le projet d'incinérateur de CSR.

Cet épisode du mandat montre la complexité des positionnements entre idéal et pragmatisme.

FM

Taxe poubelle

Dès le début de ce mandat en 2021, nos élus métropolitains avaient augmenté la taxe des ordures ménagères, à 12,35 %, +1,1 point. En 2024, les élus décident d'augmenter à nouveau de 2,3 points, portant le taux à 14,62%, un des plus élevés de France.

TEOM parmi les plus élevées de France

La TEOM est collectée avec la taxe foncière, payée par les propriétaires. En cas de location du logement, la taxe ordures ménagères est transférée aux charges du locataire. Elle nous concerne tous.

Avec ces deux augmentations successives, la TEOM représente désormais 1/4 du montant de la taxe foncière, contre seulement 1/5 il y a 5 ans. Elle augmentera à nouveau en 2027, parce qu'à cette date, le compost issu des ordures ménagères produit à Amétyst, l'usine de traitement, ne pourra plus être épandu en agriculture, devra être enfoui, générant des frais supplémentaires pour la collectivité.

Discours de stabilité des impôts malgré la hausse des taxes : ça frise le déni

Les élus Métropolitains et municipaux dont les Clapiérois répètent le même rengain à chaque vote du budget : « en 2020, nous avons promis de ne pas augmenter les impôts locaux, et nous nous y tenons ». Mais en fait, non : augmenter la TEOM (et la taxe GEMAPI), quelles qu'en soient les raisons, revient à augmenter les impôts locaux. Il serait plus honnête pour la majorité de le reconnaître, plutôt que de décrédibiliser sa propre parole politique par un tel déni.

FM

Lexique

CSR	Combustible Solide de Récupération = déchets ménagers préparés
Demeter	usine de tri sélectif, quartier Garosud (traitement de la poubelle jaune)
Ametyst	usine de méthanisation, Garosud (traitement de la poubelle grise)
TEOM	Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères
GEMAPI	GÉstion des Milieux Aquatiques et Protection des Inondations

Amétyst et la méthanisation des ordures ménagères

L'expérience laborieuse d'Amétyst éclairera-t-elle nos choix pour l'avenir ?

Montpellier a accumulé ses déchets à la décharge du Thôt des années 1970 à 2008, bâtissant une véritable colline d'ordures qui émerge des marais à 20 m de hauteur, entre Lattes et Villeneuve. Montpellier s'est tournée à partir de 2008 vers la méthanisation, pour éviter un incinérateur. Les écologistes, dont l'élue Nicole Stamm, ont promu la réduction des déchets, le tri des biodéchets à la source, le traitement par méthanisation, compostage et retour à la terre.

Mais le projet Ametyst réalisé a privilégié un équipement lourd avec tri mécano-biologique, mal conçu, dysfonctionnel. Il a découragé le tri à la source et la réduction des déchets. En 2020, les volumes d'ordures ménagères par habitant n'avaient pas baissé d'un iota. Seulement 1% des biodéchets sont collectés via la poubelle orange, alors qu'ils représentent 40% de la poubelle grise. Dans ses

premières années, Amétyst a subi un incendie, a été reconstruite remaniée. En 2015 un dispositif « d'ultra-criblage » a été ajouté, qui parvient enfin, après 10 ans de tâtonnements, à produire du compost, 35 000 t/an. Les objectifs de performance fixés par la Métropole au délégataire ne sont néanmoins pas atteints. Ce compost de mauvaise qualité contient des fragments de plastique. Il est interdit dans les cultures certifiées bio.

Ces dernières années, il était épandu sur des surfaces agricoles conventionnelles dans un rayon de 160 km autour de Montpellier, selon la Métropole. Ce compost sera interdit d'épandage à partir de 2027, et devra donc être enfoui en décharge, ce qui plombra encore les coûts pour la collectivité. C'est ce qui nous fait prédire une nouvelle augmentation de la TEOM à cette date.

Amétyst a coûté cher, n'a pas fonctionné au niveau espéré, a découragé toute politique de réduction des déchets. Les leçons de cet échec devraient être tirées. Or le projet d'incinérateur CSR adopté le 2 avril risque d'engager la Métropole dans la même impasse, la pollution de l'air en plus.

FM